

site



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2004/9483
GIDIC : 0055-19107
MTB

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005, modifié le 7 octobre 2009, autorisant la SAS HUBBARD à exploiter au lieu-dit « La Lande de Kergomau » à Le Foeil, un élevage avicole de 50 000 emplacements ;
- VU** la demande présentée le 29 mars 2018, par la SAS HUBBARD, dont le siège social est situé au lieu-dit « Mauguérand » à LE FOEIL, en vue d'effectuer à Le Foeil au lieu-dit « La Lande de Kergomau » :
- la mise à jour de la gestion des déjections issues des animaux de l'atelier avicole, autorisé par l'arrêté préfectoral modificatif du 7 octobre 2009 pour 50 000 emplacements (poules reproductrices et coqs) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 juin 2019 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 21 juin 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation est située à distance réglementaire, qu'il n'y a pas de modification de l'installation, ni des effectifs autorisés ;

CONSIDÉRANT que les rejets produits sur l'installation sont mis à jour et qu'il n'y a pas d'augmentation des déjections épandues et que celles-ci le sont pour assurer une protection sanitaire de l'installation ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 7 octobre 2009 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 sont modifiées comme suit :

"La SAS HUBBARD, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit "Mauguérand" sur la commune de LE FOEIL est autorisée sous réserve des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit "La Lande Kergomau", un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 50 000 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 17 383 UN/an et 23770 UP205/an.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	50000	emplacements
2111	1)	A	Élevage, vente, etc. de volaille	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660				

A : (autorisation); E: (enregistrement); DC : (déclaration en contrôle périodique); D : (déclaration); NC (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelle et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelle
LE FOEIL	Élevage de volailles	ZP	n° 11

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 sont modifiées comme suit :

« 2. 1. - Aménagement des bâtiments

2. 1. 1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser 7500 m².

2. 1. 2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2. 1. 3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2. 1. 4. - Toutes les eaux usées (sas, etc....) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers doivent être collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2. 2. - Sécurité

2. 2. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2. 1. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 2. 3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances

2. 3. - Entretien et aménagement

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la profération des insectes et des rongeurs.

Les écrans de verdure mis en place aux abords des bâtiments d'élevage pour les isoler des habitations voisines doivent être entretenus et maintenus en place".

Article 3 : Prescriptions particulières concernant le devenir des déjections transférées

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 sont modifiées comme suit :

"3. 1. - Gestion des flux

- une convention est établie avec la société AVICOMPOST, qui assure la reprise vers une installation classée 2780, puis la mise sur le marché, pour 295 tonnes de fumier, soit 8218 unités d'azote et 11 238 unités de phosphore.

- une convention est établie avec la société CH4 ENERGIE, qui assure la reprise vers une installation classée 2781, pour 633 tonnes de fientes, soit 8332 unités d'azote et 11 393 unités de phosphore.

3. 2. - Traçabilité

Un enregistrement des cessions est réalisé avec :

- les dates de départ,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu du destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le destinataire final.

Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant et la dénomination du client.

L'éleveur doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'éleveur est tenu d'avertir le service des installations classées de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux doivent être réduits.

3. 3. - Obligation de transfert

Les quantités exportées doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zones d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définis par le SDAGE excepté celles situées en baie de la forêt-Fouesnant".

Article 4 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Le Foeil pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Le Foeil pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois.

Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Le Foeil et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

27 JUIN 2019

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara